Convention relative à l'attribution d'une subvention d'investissement pour la sécurisation des apports en eau douce du Pourra sur les communes de Port-de-Bouc et de Saint-Mitre-les-Remparts

Entre :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, représentée par sa Présidente, Martine VASSAL, ou son représentant, régulièrement habilité à signer la présente convention par délibération n° _____ du Bureau de la Métropole en date du _____, dont le siège est situé : 58 Boulevard Charles LIVON - 13007 MARSEILLE,

Ci-après dénommée «la Métropole Aix-Marseille-Provence »,

d'une part

et :

Le Conservatoire du littoral, représenté par son Délégué Régional Provence Alpes Côte d'Azur en exercice, Monsieur François Fouchier, régulièrement habilité à signer la présente convention, dont le siège est situé : 3 rue Marcel Arnaud 13100 AIX-EN-PROVENCE

ci-après dénommé « Le Conservatoire du littoral »

d'autre part

ci-après désignées collectivement « Parties » et individuellement « Partie ».

Il a été exposé et convenu ce qui suit.

PREAMBULE

Le Conservatoire du Littoral est un établissement public qui grâce à sa politique d'acquisition foncière, permet la protection définitive des espaces naturels et des paysages sur les rivages maritimes et lacustres français.

Le Conservatoire du littoral a proposé une opération de sécurisation des apports en eau douce de l'étang du Pourra sur l'une de ses propriétés : le site de Citis-Pourra situé sur les communes de Port-de-Bouc et de Saint-Mitre-les-Remparts, géré depuis 2010 par le territoire du Pays de Martigues. L'étang du Pourra, compris dans le site classé « les étangs de Saint Blaise et la forêt de Castillon » depuis le 28/02/2020 et

dans la réserve naturelle régionale « Pourra- Domaine du Ranquet » en date du 6 mars 2020, constitue un patrimoine naturel riche en biodiversité. Ainsi, on peut y découvrir pendant l'année plus de 120 espèces d'oiseaux.

L'étang du Pourra a subi des asecs en 2017 et 2018 suite une importante sécheresse conjuguée à la défection du réseau d'apports d'eau depuis le canal de Rassuen. L'ensemble de l'écosystème a été durablement affecté par cette situation.

Son alimentation en eau douce s'effectue à 70 % par la pluie et le ruissellement d'eau par le bassin versant et à 30% par la conduite de la galerie Charleval alimentée par le canal de Rassuen.

Ainsi, pour maintenir un niveau d'eau douce minimum dans l'étang, il s'agit de sécuriser les apports depuis la conduite de la galerie Charleval.

Dans le cadre de sa politique de subventions, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend favoriser la mise en valeur des acteurs qui œuvrent dans le domaine de l'environnement et du développement durable et participer à la préservation de cet espace très apprécié et fréquenté par la population.

Dans ces conditions, il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de la participation financière de la Métropole en vue de la sécurisation des apports en eau douce de l'étang du Pourra sur les communes de Port de Bouc et de Saint-Mitre-les-Remparts.

Article 2 : Consistance du projet financé et coût prévisionnel

L'opération consiste à sécuriser les apports en eau douce du Pourra et à raccorder cette prise d'eau sur une canalisation posée dans la galerie de Charleval via un puit d'aération. Au préalable, des travaux de réhabilitation du génie civil de la galerie de Charleval seront menés. La conduite existante dans la galerie de Charleval sera déposée et une nouvelle installée.

Le coût global de cette opération est estimé à 213 270 € HT soit 255 924 € TTC, le Conservatoire du littoral étant non assujetti à la TVA.

Le plan de financement prévisionnel de ce volet est le suivant :

	HT	TTC
Métropole Aix-Marseille-Provence	63 840 €	63 840 €
Fonds propres CDL = part du CdL + TVA sur la part de la Métropole	42 562 €	63 842 €
Agence de l'eau	48 535 €	58 242 €
Conseil Départemental 13	58 334 €	70 000 €
TOTAL	213 270 €	255 924 €

Article 3 : Montant de la subvention

La Métropole s'engage à verser au Conservatoire du littoral sous forme d'une subvention d'investissement, une participation de **63 840 €**, correspondant à 29,9 % du coût HT (24,9 % du coût TTC) des aménagements. Le montant de la subvention ne saurait faire l'objet d'une réévaluation conduisant au dépassement de ce montant.

Article 4 : Modalités de paiement et de versement de la subvention

Le Conservatoire du littoral procèdera aux appels de fonds auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence comme suit :

- **1^{er} appel de fonds constituant 20%** de l'aide attribuée sous forme d'acompte, après la signature de la convention par les deux parties et sur présentation des justificatifs faisant état de la déclaration de commencement des travaux,

- solde à l'achèvement des travaux. Le versement du solde est subordonné à la production d'un rapport final de réalisation de l'opération, d'un état définitif, récapitulant les dépenses, justifiées par un état des factures acquittées.

La Métropole Aix-Marseille-Provence procèdera au règlement de sa participation par mandat administratif sur appel de fonds du Conservatoire du littoral dès la notification de la convention sur le compte bancaire suivant :

TITULAIRE : CONSERVATOIRE DU LITTORAL AGENT COMPTABLE

DOMICILIATION : TPLAROCHELLE

CODE BANQUE : 10071 CODE GUICHET : 17000 N° COMPTE : 00001005407 CLE RIB : 65

IBAN : FR76 1007 1170 0000 0010 0540 765 (BIC) : TRPUFRP1

Pour le cas où le coût réel total des études et travaux serait inférieurs au coût prévisionnel, le montant du solde sera calculé de manière à ce que la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence soit ramenée à 29,9 % du montant total HT des travaux réalisés.

Article 5 : Contrôle de l'opération et engagements du Conservatoire du littoral

Le Conservatoire du littoral s'engage à affecter la subvention versée par la Métropole Aix-Marseille-Provence exclusivement à la réalisation de l'opération définie à l'article 1 de la présente convention.

Le Conservatoire du littoral s'engage à communiquer les pièces justificatives des dépenses (documents comptables bancaires et administratifs) et tout autre document dont la production serait jugée utile par la Métropole Aix-Marseille-Provence au contrôle de l'utilisation de la subvention reçue conformément à son objet ci-dessus défini.

Le Conservatoire du littoral s'engage à établir annuellement un compte rendu de gestion de l'opération et à l'adresser à la Métropole Aix-Marseille-Provence à la fin du mois suivant la fin de chaque exercice budgétaire.

Toute modification importante du programme devra préalablement être acceptée par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 6 : Reddition des comptes

Le Conservatoire du littoral, dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (courant de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), devra :

- conformément à l'article 10 al. 4 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000, fournir le compte rendu financier de

l'emploi de la subvention signé par le Président ou toute personne habilitée ;

- faciliter à tout moment le contrôle par la Métropole de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 7 : Communication

Le Conservatoire du littoral s'engage à faire connaître, sur l'ensemble des documents informatifs ou promotionnels, la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette opération, notamment par l'apposition de son logo durant la réalisation du projet.

Article 8 : Date d'effet

La présente convention prend effet à la date de sa notification.

Article 9 : Durée de validité de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans et trouvera son terme à l'achèvement des travaux après production des derniers justificatifs.

Si le bénéficiaire constate un retard dans la réalisation du projet subventionné, il peut demander une prorogation du délai de validité de la subvention concernée. Pour cela, il doit adresser à la Métropole Aix-Marseille Provence, par écrit et en recommandé avec accusé de réception, une demande argumentée au moins 6 mois avant l'expiration du délai de validité prévu par la présente convention.

Article 10 : Résiliation / Restitution

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, sans indemnité ou dédommagement, par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La subvention ou partie de subvention non utilisée, sera restituée à la Métropole Aix-Marseille-Provence en cas de non-respect des obligations mises à la charge du Conservatoire du littoral.

Article 11 : Force Majeure

En cas d'inexécution d'une obligation contractuelle, la partie débitrice de ladite obligation ne sera pas considérée comme défaillante, si l'exécution de l'obligation a été rendue impossible par un cas de force majeure entendu comme un événement extérieur à la volonté des parties empêchant raisonnablement l'exécution de l'obligation contractuelle et imprévisible lors de la conclusion de la présente convention.

La partie en situation de se prévaloir d'un tel cas de force majeure devra avertir l'autre partie sans délai par courrier, mail ou télécopie de l'existence de la force majeure, et faire ses meilleurs efforts pour trouver une solution de remplacement ou en tout cas, reprendre l'exécution du contrat dès que cette reprise sera raisonnablement possible.

L'exécution de la présente convention se trouvera suspendue dès la survenance du cas de force majeure, si l'obligation dont l'exécution est empêchée constitue l'une des obligations significatives de la présente convention.

Les parties se rencontreront pour convenir de nouvelles modalités d'exécution de ces engagements. A défaut d'accord entre les parties dans un délai raisonnable, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par lettre recommandée avec accusé de réception, sans versement d'indemnité de part et d'autre, après constatation du désaccord entre les parties.

Article 12 : Responsabilité

L'aide financière apportée par la Métropole Aix-Marseille Provence, à l'opération ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre, que ce soit pour un quelconque fait ou risque préjudiciable au bénéficiaire,

pouvant survenir en cours d'exécution.

Article 13 : Modification de la convention

Toute modification de la présente convention, à l'exception des références bancaires et des domiciliations de factures, donne lieu à l'établissement d'un avenant.

Les changements de références bancaires et/ou de domiciliations de factures visées ci-dessus font l'objet d'un échange de lettres entre le signataire de la partie à l'initiative de ce changement et l'autre signataire qui en accuse réception.

Article 14 : Intangibilité des clauses

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente.

Article 15 : Intuitu personae

La présente convention étant conclue «intuitu personae», le Conservatoire du littoral ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

Article 16 : Litiges

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable leurs éventuels différends relatifs à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention. A défaut d'accord amiable, tous les litiges liés à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Marseille : 22-24 rue Breteuil – 13006 Marseille.

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Pour le Conservatoire du littoral

La Présidente

Le Délégué Régional

Madame Martine VASSAL

Monsieur François FOUCHIER